

# Paul Craig Roberts : l'erreur de Poutine — laisser l'Occident attaquer la Russie

Paul Craig Roberts est économiste et ancien secrétaire adjoint au Trésor des États-Unis chargé de la politique économique. Roberts soutient que les États-Unis sont en rapide déclin économique et qu'ils sont vaincus en Iran. Roberts s'inquiète du fait qu'une grande puissance comme la Russie ait laissé l'Occident s'habituer à attaquer la Russie, ce qui suggère qu'une grande instabilité est à venir. Suivez le professeur Glenn Diesen : Substack: <https://glenndiesen.substack.com/> X/Twitter: [https://x.com/Glenn\\_Diesen](https://x.com/Glenn_Diesen) Patreon: <https://www.patreon.com/glenndiesen> Soutenez les recherches du professeur Glenn Diesen : PayPal: <https://www.paypal.com/paypalme/glenndiesen> Buy me a Coffee: <https://buymeacoffee.com/gdieseng> Go Fund Me: <https://gofund.me/09ea012f> Achetez des produits dérivés Diesen : <https://diesen-shop.fourthwall.com/en-nok> Livres du professeur Glenn Diesen : <https://www.amazon.com/stores/author/B09FPQ4MDL>

## #Glenn

Bon retour parmi nous. Nous recevons aujourd'hui Paul Craig Roberts, économiste, auteur, et ancien secrétaire adjoint au Trésor des États-Unis chargé de la politique économique. Merci d'être avec nous. Merci. Je suis ravi d'être avec vous. Nous voyons que l'administration Trump avait des objectifs très ambitieux. Elle voulait réindustrialiser le pays, mettre fin à tous ces gaspillages, maîtriser la dette et restaurer la primauté économique des États-Unis. Mais une grande partie de ces objectifs semble désormais avoir échoué. Et parallèlement, le recours des États-Unis à la guerre économique semble ne faire que s'intensifier, dans le but, vous savez, de poursuivre ces anciens objectifs. Mais cela se produit au moment même où l'on voit émerger toutes ces nouvelles alternatives économiques. Je voulais donc avoir votre point de vue là-dessus. Comment voyez-vous les politiques actuelles des États-Unis ? Est-ce que j'interprète correctement leurs intentions, du moins ?

## #Paul Craig Roberts

Oui. Eh bien, je pense qu'une chose est claire : Trump s'est laissé détourner par Netanyahu, qui utilise les États-Unis, ou tente de les utiliser, contre l'Iran, dans l'intérêt du projet sioniste du Grand Israël. Beaucoup de gens ne réalisent toujours pas que les guerres américaines au Moyen-Orient, durant le premier quart du vingt-et-unième siècle, étaient des guerres pour le Grand Israël. On a dit aux Américains qu'il s'agissait d'une guerre contre le terrorisme. Mais c'était une guerre contre l'Irak, la Libye et la Syrie, qui faisaient obstacle au Grand Israël. Et nous savons que le Grand Israël n'est pas une théorie du complot, parce que plusieurs Premiers ministres israéliens, ainsi que d'autres ministres du gouvernement, ont brandi des cartes du Grand Israël. Ils le reconnaissent.

Ils ne le nient pas. Et les cartes récentes revendiquent désormais un territoire allant du Nil jusqu'au Pakistan. Il ne reste donc plus rien aux musulmans. Je pense donc que cette diversion a fait perdre à Trump l'occasion d'être un président qui aurait réussi à restaurer certains aspects de l'existence américaine. Parce qu'il se trouve maintenant dans une situation difficile. Il est confronté à des élections. La guerre n'est pas populaire dans le pays. Israël est de moins en moins populaire aux États-Unis, chez les républicains comme chez les démocrates, mais surtout chez les démocrates, qui se radicalisent quelque peu. Quand on regarde les candidats qu'ils ont présentés aux primaires pour les élections à la Chambre des représentants et au Sénat, cet automne, ce ne sont pas les démocrates traditionnels de l'establishment. Alors, avec tout cela qui est en train de monter, il se retrouve en guerre.

Je pensais qu'il avait trouvé sa porte de sortie lorsqu'il a annoncé qu'il ne poursuivait plus la guerre sur le plan militaire, mais qu'il allait recourir à des moyens économiques, à des sanctions, pour mettre l'Iran à genoux. Je pensais donc que c'était sa sortie. C'est ainsi qu'il pouvait se sortir d'une situation impopulaire, une situation qui semble nuire à la présence des États-Unis au Moyen-Orient — aux bases, et ainsi de suite — bien davantage qu'elle ne nuit à l'Iran. Mais à peine ces mots étaient-ils sortis de sa bouche que Netanyahu l'a remis à attaquer l'Iran, je crois, trois ou quatre jours d'affilée. Donc, on ne l'a pas laissé se retirer. Il est donc coincé avec ça. Et cela mobilise énormément de ressources. Ça donne une mauvaise image. Nous semblons tuer davantage de civils que de cibles militaires.

Les dégâts causés à la base navale américaine dans le golfe Persique, et le fait qu'elle ne soit plus accessible aux navires américains, ont entraîné des problèmes de ravitaillement pour les bâtiments de la marine. Il y a eu l'embarras autour du porte-avions, avec des marins quasiment en révolte et les plaintes de leurs familles sur la mauvaise qualité de la nourriture, et ainsi de suite. Et tout cela ne pousse pas les Américains à se sentir bien vis-à-vis de Trump, des Républicains et de l'élection qui approche. Bien sûr, si les Démocrates remportent la Chambre des représentants et le Sénat, ce sera, de fait, la fin de l'administration Trump. En réalité, il pourrait de nouveau faire face à des tentatives de destitution. Voilà donc ce qui s'est passé. Quant à l'économie elle-même, eh bien, son choix d'utiliser les droits de douane pour faire revenir les emplois au pays était insensé.

Le développement de cette technologie d'intelligence artificielle laisse présager des licenciements massifs parmi les travailleurs. Et ces licenciements s'ajoutent aux précédents licenciements massifs dans le secteur manufacturier, provoqués par la délocalisation de la production américaine vers l'Asie et le Mexique. Par exemple, les produits d'Apple sont fabriqués en Chine, puis importés aux États-Unis pour y être vendus. Lorsqu'ils arrivent sur le territoire, ils creusent le déficit commercial. Ils sont comptabilisés comme des importations. C'est donc un problème économique. Nous avons aussi un autre problème économique — je vais conclure — celui de l'effet des sanctions américaines sur la volonté des banques centrales étrangères de détenir de la dette du Trésor américain comme réserves de banque centrale.

La raison pour laquelle l'énorme dette nationale américaine n'a jamais posé problème, c'est que lorsque la dette du Trésor augmente, les réserves des banques centrales étrangères augmentent aussi. Elles peuvent donc prêter davantage. Jusqu'ici, c'était un arrangement qui fonctionnait. Mais dès lors que vous commencez à geler ou à confisquer les réserves des banques centrales d'autres pays, comme ils l'ont fait avec les Russes, les Vénézuéliens — ils ont aussi saisi des avoirs iraniens — les autres pays se disent : « Eh bien, si nous faisons quelque chose qui déplaît à Trump, et qu'il est imprévisible, nos réserves de banque centrale risquent de disparaître. » Nous constatons donc une baisse de la volonté des banques centrales étrangères de détenir de la dette du Trésor américain dans leurs réserves. Si cela va trop loin, les conséquences pour le dollar américain seront graves.

Et si, entre-temps, Trump a entretenu les troubles dans le golfe Persique — ou plutôt, si Israël, en se servant de Trump, a entretenu ces troubles — alors le dollar peut se retrouver sous pression. À cela s'ajoutent la hausse des coûts du carburant, qui fait grimper le prix de tout, et de grandes difficultés économiques aux États-Unis. Une grande partie de la population n'a tout simplement aucun revenu disponible. La totalité de ses revenus part dans le loyer ou les mensualités du prêt immobilier, les échéances de la voiture, les factures d'énergie. Alors, si ces dépenses commencent à augmenter, ces gens ont du mal à survivre, à conserver leur logement. On voit donc que, dans tout cela, Trump a créé des problèmes qui pourraient le dévorer. Ce sont des problèmes de son propre fait, ou qui découlent de sa volonté d'agir pour Israël et des priorités de ses conseillers. Cela a créé des problèmes, et ces problèmes pourraient détruire Trump. Voilà donc comment je vois l'ensemble de la situation.

## **#Glenn**

Eh bien, je voulais justement vous interroger là-dessus, sur l'évolution plus large que nous observons. Parce que, si on prend un peu de recul, on a l'impression que le problème ne se limite pas à la dette ou à la perte de cette guerre. C'est plus large que ça. Il s'agit, semble-t-il, de l'ordre mondial dirigé par les États-Unis. Pendant longtemps, les États-Unis ont occupé une position hégémonique et ont assumé des fonctions qui relevaient auparavant d'autres acteurs, des États eux-mêmes. Autrement dit, les États-Unis garantissaient la sécurité d'autres États par le biais d'alliances militaires. Ils ont aussi fixé une grande partie de leurs règles commerciales à travers ces organisations internationales du commerce.

Ils organisaient leurs transactions financières par l'intermédiaire des banques américaines de développement, du système de paiement SWIFT, et en utilisant le dollar américain. Les États-Unis fixaient les normes technologiques pour les autres pays. Ils jouaient aussi, là encore, un rôle majeur dans toutes sortes d'échanges commerciaux, via les multinationales. Et, dans de nombreux pays, ils encadraient également la société civile à travers ces ONG financées par le gouvernement américain. On a l'impression que tout cela se fissure, dans une certaine mesure, et en même temps. Je me demandais comment vous voyez les choses. Parce que c'est une évolution assez inédite.

## **#Paul Craig Roberts**

Oui, c'est le cas. Et nous en avons vu davantage de preuves récemment. Les deux principales organisations de politique étrangère aux États-Unis, le Council on Foreign Relations, qui publie la revue *Foreign Affairs*, et l'Atlantic Council... Récemment, des représentants de ces deux organisations ont publié des articles dans *Foreign Affairs*. Ils y disent clairement que les États-Unis ont été vaincus en Iran, et qu'il est temps pour nous de nous retirer, et d'abandonner l'idée que nous pouvons contrôler le monde. Eh bien, c'est la première fois que je vois des membres importants de la communauté de la politique étrangère prendre leurs distances, dans la principale revue de politique étrangère, avec la doctrine Wolfowitz de l'hégémonie américaine.

Cela illustre, ou suggère — disons que cela suggère — que l'emprise néoconservatrice sur la politique étrangère américaine, solidement en place depuis l'administration de George W. Bush, commence à se fissurer. Nous avons maintenant des gens qui n'ont pas peur d'aller à l'encontre du récit dominant, comme ces deux auteurs. C'est inhabituel de s'opposer à ce récit, parce que cela peut vous marginaliser. On vous écarte, vous êtes moins facilement publié, personne ne vous prête attention, parce que vous ne rentrez plus dans le moule. Donc, le fait que cela se soit produit confirme ce que vous disiez : toute cette posture hégémonique est en train de se fracturer. Je ne sais pas dans quelle mesure, ni à quel point c'est grave, mais c'est suffisamment le cas pour que nous trouvions deux personnes prêtes à s'y opposer, ou à dire : « Nous devons admettre notre défaite. Nous n'avons rien à faire au Moyen-Orient. »

C'étaient des déclarations inhabituelles, venant de l'establishment américain de politique étrangère, ou de membres de cet establishment. Donc, je pense que votre conclusion est juste, et j'ai simplement apporté quelques éléments supplémentaires pour l'étayer. La question, c'est que cela ne convient pas au lobby pro-israélien. Cela ne convient pas à l'ego de Trump. Mais on ne voit pas clairement ce que Trump peut y faire. Il y a toujours le risque qu'il devienne tellement frustré, qu'il ne puisse pas accepter la défaite, et qu'il réagisse de manière impulsive en faisant quelque chose de stupide. Par exemple, utiliser des armes nucléaires, ou donner une sorte de feu vert à Israël. Parce que sinon, je ne vois pas comment ils pourraient faire tomber l'Iran.

Ils ne peuvent pas vaincre les Iraniens. Et s'ils n'y arrivent pas, alors le projet israélien d'un Grand Israël se heurte à un obstacle qu'il ne peut pas contourner. Et si Trump parvient, d'une manière ou d'une autre, à se libérer de l'emprise que le lobby israélien exerce sur lui, on pourrait voir un certain changement dans la politique israélienne. On pourrait voir une situation où, vous savez, ils ne sont pas tous des sionistes qui correspondent aux attentes de Netanyahu ou de sa coalition. Ils pourraient donc en arriver à la conclusion qu'il vaut mieux arrêter de provoquer ces gens, parce que c'est trop pour nous. Nous ne pouvons pas gérer ça. Et cela signifie que ce programme expansionniste que nous avons doit, d'une façon ou d'une autre, être modifié ou mis en sommeil. J'ai vu un peu d'espoir dans l'annonce de cette Alliance de La Mecque.

J'ai dit, vous savez, que si l'Iran y était inclus, vous auriez un territoire s'étendant de la Turquie, qui est à la lisière de l'Europe, jusqu'au Pakistan, puis à l'Asie centrale. Vous auriez quatre cent

cinquante-huit millions d'habitants, avec des capacités militaires conventionnelles, le contrôle du pétrole mondial, essentiellement des voies navigables stratégiques par lesquelles transite le pétrole, et ils seraient protégés par les armes nucléaires pakistanaises. Cela neutraliserait donc l'usage d'armes nucléaires par Israël ou les États-Unis contre l'Iran. Et j'ai dit que c'était une occasion de mettre fin à la violence au Moyen-Orient, en indiquant clairement qu'Israël ne peut pas poursuivre son expansion, comme il le fait depuis soixante-dix-neuf ans. Il a absorbé toute la Palestine.

Et maintenant, il cherche à absorber des parties du sud du Liban. Et il affirme qu'il ne quittera pas les zones de Syrie qu'il a occupées. Eh bien, cette source d'agression est à l'origine du problème. Et si ce type d'agression, ce type d'expansion, ce type de programme devenait impossible, parce qu'il se heurterait à quatre cent cinquante millions de personnes dotées d'armes nucléaires, qui contrôlent le pétrole et les voies navigables, cela obligerait le peuple israélien à retrouver les idées claires. Vous voyez, l'une des raisons pour lesquelles ce programme sioniste a pu continuer, c'est qu'il n'a jamais rien coûté à Israël. Les États-Unis ont payé le prix pour éliminer l'Irak, la Syrie et la Libye. Et Israël utilise les États-Unis contre l'Iran. Israël a donc réussi à faire des États-Unis son mandataire pour combattre l'Iran à sa place.

Et alors, qui subit les destructions ? Les États-Unis et l'Iran, mais pas Israël. C'est la même chose que ce que nous avons fait, aux États-Unis, en Ukraine. Les Russes combattent un allié des Américains par procuration : l'Ukraine. Donc tous les dégâts sont subis par la Russie et l'Ukraine, pas par les Américains. C'est donc ainsi que cela fonctionne pour Israël. Le coût leur revient, et quelqu'un d'autre porte le fardeau. Eh bien, si le type d'alliance dont j'ai dit qu'elle pouvait représenter une occasion était réel, alors cela montrerait clairement que l'expansion israélienne ne pourrait pas aller plus loin. Or, depuis que j'ai souligné cette possibilité, je suis en quelque sorte arrivé à la conclusion qu'elle n'est pas réelle. C'est une illusion. Parce que si elle était réelle, au moment où l'alliance a été annoncée, l'Iran en ferait déjà partie.

Parce que cela montrerait que les sunnites — puisque les trois pays d'origine sont sunnites — et l'Iran, qui est chiite, seraient inclus. Cela enverrait le message que le Moyen-Orient prend désormais ses affaires en main, et qu'il n'y aurait plus d'ingérence extérieure. Ce serait un signe d'espoir et de paix. Mais je pense que c'est une illusion. Je veux dire, c'est une possibilité abstraite, mais en réalité, je pense que c'est une illusion. Parce qu'on voit déjà les Saoudiens attaquer de nouveau le Yémen. Donc, une fois encore, les Américains et les Israéliens font combattre les Arabes entre eux. Alors, je ne sais pas ce qui va se passer. Mais cette guerre du tac au tac entre les États-Unis et l'Iran, c'est comme le tac au tac entre Poutine et l'Ukraine. Cela peut durer éternellement.

## **#Glenn**

Mais qu'est-ce que les États-Unis risquent de perdre, au juste, au Moyen-Orient ? Car même si l'Iran ne rejoignait pas cette alliance de défense de La Mecque, elle donnerait malgré tout davantage d'autonomie à ces pays. Elle leur permettrait, sinon de se découpler, du moins de réduire leur dépendance. Et je me demande quel impact cela aurait, par exemple, sur le système du pétrodollar.

Parce que le fait que les États-Unis assurent la sécurité de ces États est aussi l'une des principales raisons pour lesquelles ils vendent tout leur pétrole en dollars ou investissent aux États-Unis. Et encore une fois, les États-Unis semblent avoir beaucoup à perdre si la dédollarisation se poursuit.

## **#Paul Craig Roberts**

Oui, si cette alliance est réelle. Mais j'y ai réfléchi, et je suis plus ou moins arrivé à la conclusion que chacun des trois pays qui composent cette alliance y a adhéré pour ses propres raisons. Les Turcs ont leurs propres raisons. Les Saoudiens aussi. Et les Pakistanais ont leurs raisons, qui sont probablement d'obtenir de l'argent des Saoudiens. Ils ne l'ont pas rejointe pour leur défense mutuelle. Donc, ce n'est pas une véritable alliance. Chacun de ces pays a ses propres intérêts et s'en sert dans ce but. Cela veut dire qu'il n'y a pas de véritable unité. C'est l'hypothèse sur laquelle je me base pour le moment. Donc, si elle n'est pas si réelle que ça, elle n'aura pas beaucoup d'effet sur les États-Unis. Quant au pétrodollar, les Saoudiens ont déjà annoncé qu'ils accepteraient des paiements dans d'autres monnaies.

En réalité, le pétrodollar n'est pas aussi important que la volonté des banques centrales étrangères de détenir de la dette du Trésor américain dans leurs réserves. On pourrait donc ne pas avoir de pétrodollar. Mais si tous les pays continuent d'utiliser leurs sources de revenus, quelles qu'elles soient, pour acheter des titres du Trésor américain et les conserver dans les réserves de leurs banques centrales, alors cela ne nuit pas au dollar. Cela ne nuit pas non plus à la capacité du gouvernement américain à refinancer sa dette et à l'augmenter. Parce que, comme je l'ai dit plus tôt dans notre discussion, une hausse de la dette nationale américaine signifie une hausse des réserves du système bancaire mondial, ce que les gens apprécient. Cela dit, il est vrai que l'un des objectifs de longue date — enfin, l'un des objectifs de la politique américaine au Moyen-Orient — est de contrôler les flux de pétrole. Je m'en souviens depuis les années soixante-dix, lorsque je travaillais au sein du personnel du Congrès des États-Unis.

Ils se sont inquiétés de l'OPEP et de choses comme ça, parce qu'ils y voyaient un défi possible à la capacité des États-Unis de contrôler les flux de pétrole. Et c'est important. Ça l'est toujours. Je pense que ça a un peu perdu de son importance à partir du moment où... Voyez, ça fait vingt-cinq ans que nous sommes en guerre au Moyen-Orient pour Israël. Certains disent que ça dure depuis plus longtemps, mais je parle de la guerre contre le terrorisme. C'était un prétexte de propagande pour une guerre en faveur du Grand Israël. Et ça a, d'une certaine manière, éclipsé la politique traditionnelle qui consistait à être au Moyen-Orient pour contrôler les flux de pétrole. C'est mon avis. Il est peut-être faux. Je ne prétends pas avoir raison sur tout ce que je dis. Ce ne sont que des réflexions. Et je pense qu'il nous faut des réflexions différentes. Je pense que votre émission fait du bon travail en trouvant différentes idées à présenter. Donc, c'est à peu près tout ce que je fais. Je ne prétends pas détenir la vérité sur quoi que ce soit.

## **#Glenn**

Allez-y. Alors, je voulais revenir sur ce que vous disiez tout à l'heure au sujet des États-Unis et de leurs alliés, qui mènent aussi des guerres par procuration. Vous avez également évoqué le cas russe, c'est-à-dire que l'OTAN combattait par l'intermédiaire des Ukrainiens pour affaiblir la Russie. Mais lorsque Trump est arrivé au pouvoir, il a fait campagne sur l'idée qu'il vaudrait mieux mettre fin à tout cela. Et, là encore, il avançait certaines raisons stratégiques. Autrement dit, si l'on voit émerger un ordre multipolaire, avec la Chine de l'autre côté, il serait plutôt dans notre intérêt d'avoir la Russie de notre côté. Donc, pendant un temps, il semblait crédible qu'il veuille mettre rapidement un terme à cette guerre et, vous savez, recoller les morceaux avec les Russes. Mais à la place, nous voyons quelque chose de très différent. La guerre continue. La CIA continue de gérer une grande partie de tout cela. Comment interprétez-vous ce qui semble être un revirement de Trump, ou sa volonté de poursuivre cette guerre contre les Russes ?

## **#Paul Craig Roberts**

Il s'est heurté au pouvoir du complexe militaro-industriel. Ils ont besoin d'un ennemi russe. Ça gonfle leurs budgets. Ça justifie leur pouvoir. Ils n'ont de comptes à rendre à personne. Si l'ennemi russe disparaît, qu'arrive-t-il aux dépenses de défense ? Toutes les entreprises d'armement, elles sont tellement bien implantées. Elles le sont depuis si longtemps. Et si vous vous en souvenez, ou si vous le savez, dès mille neuf cent soixante et un, le président Dwight Eisenhower, dans sa dernière allocution publique, avait averti le peuple américain que le complexe militaro-industriel représentait un danger pour la démocratie. Car, pour la première fois, nous étions sortis d'une guerre sans démanteler le complexe militaro-industriel.

Et c'était en place partout, dans chaque État : ces bases militaires, ces usines d'armement, la capacité de cette immense structure à financer les campagnes pour la Chambre des représentants et le Sénat. Et Eisenhower nous a avertis que cela menaçait le contrôle du gouvernement. Mille neuf cent soixante et un... c'était il y a combien de temps ? Eh bien, imaginez ce qui s'est passé depuis. C'est toujours plus enraciné, toujours plus puissant. Regardez le budget. Il dépasse le revenu national de la plupart des pays. Regardez le pouvoir de la C.I.A. Donc, si vous n'avez pas d'ennemi qui justifie ce besoin... Je pense que c'est ce qui est arrivé à Trump. Il s'est simplement heurté à trop d'opposition et n'avait aucun moyen d'y faire face. Les gens surestiment souvent le pouvoir d'un président. C'est facile de le surestimer.

Ayant moi-même travaillé dans une administration, comme personne nommée par le président, et ayant essayé d'aider le président, je peux témoigner qu'il y a très peu de gens, dans une administration, qui sont là pour aider le président. Ils sont là pour leur carrière. Ils cherchent des intérêts puissants à servir, qui leur offriront ensuite un beau poste. Et l'idée d'une administration soudée, ce n'est pas ce que j'ai vécu. Et je parle de l'administration Reagan. Vous savez, l'administration Reagan ne soutenait pas tant que ça le président Reagan. Je le sais par expérience. On m'avait confié la mission de faire sortir son programme d'économie de l'offre de l'administration, afin que le Congrès puisse voter dessus. Et ceux qui s'y opposaient, ce n'étaient pas les démocrates.

On peut donc surestimer les choses. Et je pense que Trump a toujours cru que le président était aux commandes, et que tout le monde devait faire ce qu'on lui disait, parce que c'est comme ça qu'il dirigeait son entreprise. C'était lui qui commandait. Mais une fois au pouvoir, il découvre qu'en réalité, il n'est pas tant que ça aux commandes. Et je pense que c'est pour ça qu'il semble de plus en plus perdre le contrôle. Il est frustré. Il fait toutes ces déclarations fausses et contradictoires. Et je pense qu'il est très frustré, et qu'il a découvert que les choses ne fonctionnent pas comme il le pensait. Voilà comment je l'interprète. Je suis sûr que ce n'est pas toute l'histoire. Et c'est dangereux, parce qu'il devient trop frustré et qu'il ne peut pas accepter la défaite. Il y a un danger là-dedans. Et je pense que, maintenant, on le remarque.

Et je ne serais pas surpris s'il y avait une sorte d'événement orchestré, dans le but de faire accepter au peuple américain l'usage d'armes nucléaires contre l'Iran. Ça ne me surprendrait pas. Je ne le prédis pas. Je ne l'affirme pas. Je n'en sais rien. Mais si vous comprenez que Netanyahu est engagé en faveur du Grand Israël, alors c'est son occasion. Va-t-il la laisser passer ? Et ce sont des questions que j'aimerais voir discutées ouvertement, parce que cela constituerait un frein à une telle évolution. Si les gens en parlent, il est moins probable que cela arrive, parce que c'est plus difficile à cacher. On en a parlé. « Oh, il l'a fait. » Donc, j'aime voir ces choses discutées, simplement comme mesure de protection pour empêcher qu'elles ne se produisent. Eh bien...

## **#Glenn**

Eh bien, vous avez évoqué ces luttes internes au sein de l'administration américaine. Encore une fois, chacun défend sa propre ligne politique. Ou, du moins, ils ne suivent pas tous directement les ordres du président, comme lui s'attendrait à ce qu'une entreprise soit dirigée. Mais il y a cette interview intéressante du président Poutine, dans laquelle il explique en quelque sorte que, chaque fois qu'il rencontre des présidents américains nouvellement élus, ils lui disent toujours... ils lui parlent de ce qu'ils veulent changer. Puis il souligne qu'ensuite, des hommes en costume sombre entrent et leur expliquent comment les choses doivent réellement se passer.

Et puis, vous savez, cette petite fenêtre d'opportunité pour changer les politiques finit par se refermer, et le statu quo reprend le dessus. Mais, compte tenu de la façon dont ils interprètent probablement aujourd'hui l'administration Trump, à quoi vous attendez-vous de la part des Russes ? Est-ce qu'ils ferment désormais la porte à la diplomatie, à la paix ou aux négociations ? Parce que j'ai l'impression qu'ils regardent aussi du côté de l'Iran. C'est-à-dire ces allers-retours entre conclure des accords et les rompre. Ça ne paraît pas toujours sincère.

## **#Paul Craig Roberts**

Eh bien, je critique depuis longtemps Poutine pour la manière dont il a laissé cette guerre se prolonger, s'étendre, encore et encore, en refusant d'employer une force suffisante pour empêcher Zelensky de poursuivre la guerre. Je ne parle pas d'armes nucléaires. Mais les Russes disposent de nombreuses forces conventionnelles et auraient pu, depuis longtemps, empêcher l'Ukraine de

continuer la guerre. Et il ne l'a pas fait. Il s'est donc retrouvé dans une situation où la guerre n'a cessé de s'étendre. Vous vous souvenez peut-être : au départ, le front, c'était le Donbass. Et on se demandait : l'Occident va-t-il envoyer des chars ? Oh non, nous n'enverrons jamais de chars. Va-t-il envoyer des F-quinze ? Oh non, jamais. Mais ils ont tous fini par être envoyés.

Vont-ils envoyer des missiles ? Oh, jamais. Oh, mais ils en ont envoyé. Et maintenant, c'est reconnu ouvertement : le gouvernement britannique, le gouvernement allemand, fournissent à l'Ukraine des milliers de drones à longue portée. Le champ de bataille s'est déplacé du Donbass vers l'intérieur de la Russie. Des installations de production pétrolière sont détruites, des raffineries, des dépôts de pétrole. Des aéroports sont perturbés. Des civils sont tués dans des immeubles d'habitation, des gens sont tués pendant leurs vacances, des écoles sont touchées. Et Poutine, que dit-il ? Il dit : « Ce n'est pas la guerre, c'est du terrorisme. Ce sont des actes terroristes. » Parce qu'il ne veut pas avoir à faire quoi que ce soit. Alors, il refuse même d'admettre que c'est une guerre. Il continue de parler de la guerre dans le Donbass.

Et les médias russes n'arrêtent pas de dire qu'ils ont pris une nouvelle localité. Mais il n'y avait plus personne là-bas depuis des années. Et maintenant, on se retrouve dans une situation où il est évident que les Allemands et les Britanniques participent directement à la guerre. Mais aussi que les Américains et les Britanniques fournissent les informations de ciblage pour les missiles qui vont très loin à l'intérieur du territoire russe. Et Poutine refuse de le reconnaître. Même lorsque la force russe de bombardement stratégique a été attaquée, il a dit, vous savez, que la doctrine militaire russe exigeait une réponse très forte. Puis il a dit : « Eh bien non, ce n'est pas la guerre, c'est un acte terroriste. » Quand sa résidence a été attaquée, c'était une attaque terroriste.

Il a donc redéfini la véritable guerre, qui est sur le point de s'étendre, si l'on en croit Zelensky. Celui-ci a déclaré qu'il allait rendre tout l'espace aérien russe dangereux pour les vols commerciaux. Eh bien, cela va au-delà d'un acte terroriste. C'est mettre un pays à l'arrêt. C'est précisément ce que Poutine a toujours refusé de faire à l'Ukraine. Mais Zelensky va le faire avec des équipements allemands et britanniques, et un ciblage américain. Et maintenant, on voit aussi, n'est-ce pas, qu'il y a davantage de pays dans l'OTAN. Deux pays de plus ont rejoint l'OTAN après que Poutine a démontré que la Russie ne menace personne. Aucune ligne rouge n'a jamais été appliquée. Beaucoup de paroles, beaucoup d'avertissements. Les gens comprennent que cela ne signifie rien.

## **#Glenn**

Rien ne se passe.

## **#Paul Craig Roberts**

Je pense donc que ce que Poutine a fait, c'est mettre l'Europe à l'aise avec l'idée d'adopter une position antagoniste envers la Russie. On voit des pays européens, tout petits, voire insignifiants, prêts à arrêter, à arraisonner et même à saisir des pétroliers russes. Je veux dire, c'est

incompréhensible. Imaginez quelqu'un arraisonnant et saisissant un pétrolier soviétique. On l'aurait considéré comme totalement fou. Et aujourd'hui, la Lettonie est prête à le faire, ou l'Estonie, ou certains de ces tout petits pays qui n'ont même pas assez d'habitants pour constituer une armée. Voilà, selon moi, la conséquence de Poutine.

Et je suis un peu inquiet que les Iraniens fassent la même erreur. Qu'ils se battent contre l'intermédiaire, c'est-à-dire les États-Unis, tandis que leur ennemi, Israël, n'en paie pas le prix. Donc, ceux qui donnent à la Russie les moyens d'être attaquée en profondeur sur son propre territoire ne paient absolument aucun prix. Rien du tout ne leur arrive. Ce que l'Occident apprend, c'est qu'il peut continuer à faire la guerre contre la Russie, et que les Russes combattront l'intermédiaire. Ce n'est pas une bonne situation. Parce qu'à un certain moment, Poutine, son successeur, ou quelqu'un d'autre, n'aura peut-être plus d'autre choix que d'utiliser les grands moyens.

Et c'est ce qui m'inquiète depuis le début : Poutine essaie peut-être de limiter la guerre, mais en réalité, il l'aggrave, parce qu'elle s'est étendue. Et plus elle s'étend, plus, à un certain moment, les Russes devront faire quelque chose. Et que leur restera-t-il à faire, que qui que ce soit puisse croire ? Et bien sûr, l'Iran pourrait se retrouver dans la même situation. C'est le problème des représailles. C'est le problème quand on combat le mandataire plutôt que l'ennemi. Et je ne pense pas que les bonnes intentions, les bonnes intentions de Poutine, puissent justifier cela, parce que c'est trop dangereux pour toute l'humanité. Voilà ce que j'avais à dire. C'est ma position depuis deux mille huit, et vraiment depuis deux mille quatorze, quand il n'a rien fait pour empêcher la prise de contrôle américaine de l'Ukraine.

## **#Glenn**

Juste une dernière question : voyez-vous malgré tout des évolutions en Russie sur ce sujet ? Leur position s'est durcie, mais elle se durcit contre l'Ukraine. Autrement dit, ils pilonnent l'Ukraine. C'est elle qui sert de proxy. Mais voyez-vous des signes... Enfin, je sais qu'à Moscou, on s'inquiète profondément de laisser leur dissuasion s'éroder. Et puis, comme vous l'avez dit, il y a aussi le degré d'assurance que les Européens ont désormais lorsqu'il s'agit d'attaquer la Russie, de saisir ses navires. Je veux dire, la manière dont ils parlent ouvertement de la nécessité de frapper en profondeur sur le territoire russe, tout cela... Comme vous l'avez dit, ce sont des attaques contre cette dissuasion nucléaire. Pendant la guerre froide, cela aurait été impensable, et pourtant nous en sommes là. Donc, ils doivent... ils reconnaissent bien que c'est un problème. Mais voyez-vous des signes qu'ils se préparent à changer cela, ou pas encore ?

## **#Paul Craig Roberts**

Vous savez, notre ami, le docteur Rowe, je pense qu'il a fini par percevoir une pression sur Poutine pour l'amener à bloquer l'Ukraine. Je crois que le docteur Rowe est arrivé à cette conclusion à cause des attaques contre Odessa, qui ferment les routes maritimes vers l'Ukraine. Mais ils n'ont rien fait pour couper les voies terrestres, vous savez : les chemins de fer, les ponts. Et Poutine continue de

suspendre les opérations. Par exemple, quand la délégation européenne est allée à Kiev, Poutine a arrêté toutes les attaques pour qu'ils puissent y être en sécurité. Puis, quand Witkoff et Kushner y sont allés, il a de nouveau arrêté toutes les attaques. Donc, on n'a pas l'impression que Poutine ait pris la décision de se dire : « J'ai laissé cela durer trop longtemps. Je vais leur couper la capacité de faire la guerre. »

Il aurait pu faire cela depuis longtemps, et toutes les victimes, toute l'extension de ce conflit, n'auraient jamais eu lieu. Alors peut-être... je ne sais pas. Nous verrons ce qui pourrait amener Poutine à changer sa manière d'aborder le conflit. Cela pourrait être les élections à venir. Si le parti qui soutient Poutine perd, cela pourrait constituer la pression nécessaire pour qu'il se dise : « Il faut que j'en finisse avec cette guerre. » Vous savez, beaucoup de Russes, surtout les plus âgés, quelles qu'aient été leurs expériences de la vie sous l'Union soviétique, savaient au moins que les gens avaient peur de l'Union soviétique. Et ce que la Russie de Poutine doit subir aujourd'hui n'aurait même jamais été évoqué auparavant. Quand l'Union soviétique existait, personne n'aurait osé faire ce que Poutine a accepté.

Ils ont donc un peu le sentiment d'avoir perdu de leur statut. S'il n'y a ni respect ni crainte, s'il n'y a pas de respect, qu'est-ce qu'ils vont nous faire ? Et vous savez, ce serait un choc, je pense, si les communistes faisaient mieux que le parti qui soutient Poutine. Ce serait un sacré choc. Et cela provoquerait une forme de changement interne, ainsi qu'un ajustement de leur manière de mener la guerre. Réfléchissez-y. Ce conflit en Ukraine, que Poutine mène, dure maintenant environ deux fois plus longtemps qu'il n'a fallu à l'Armée rouge pour chasser la Wehrmacht de Russie et d'Europe de l'Est, puis arriver à Berlin. Pensez-y. On parle de milliers de kilomètres que l'Armée rouge a reconquis en deux fois moins de temps que Poutine n'en a passé à se battre pour quelques kilomètres dans le Donbass.

Eh bien, cela doit forcément faire impression sur les Russes nationalistes, sur les Russes qui ont une conscience nationale. Oui, je veux dire, ça doit avoir un certain impact. D'une manière ou d'une autre, ils doivent être mal à l'aise avec ça. Et comme vous le savez probablement, notre ami le docteur Rowe a, pendant un temps, écouté les principales émissions d'information et de débat. Elles devenaient de plus en plus dures envers Poutine. Puis, tout à coup, l'une d'elles a été suspendue pendant trois ou quatre jours, et le ton a changé. Le docteur Rose y a donc vu la preuve qu'il y avait du mécontentement, et qu'il grandissait face à la manière dont Poutine mène le conflit. Et les élections qui approchent pourraient nous indiquer si c'est réellement le cas.

## **#Glenn**

Eh bien, merci beaucoup d'avoir partagé votre point de vue là-dessus. Je pense effectivement que c'est dangereux, oui, d'affaiblir la capacité de dissuasion d'une superpuissance comme la Russie. Beaucoup de gens, en Occident, y voient un succès. Mais je pense que c'est extrêmement dangereux, parce qu'à un moment donné, il faudra remettre tout cela à zéro. Et cela ne pourra plus se faire de manière organisée. Je pense qu'au bout du compte, ça va être très, très chaotique. Ce n'

est jamais une bonne chose quand des pays — que ce soit la Russie, les États-Unis ou la Chine — ont le sentiment que leur dissuasion ne fonctionne pas. Nous sommes sur un terrain vraiment dangereux. Et oui, c'est apparemment là où nous en sommes. Une dernière réflexion ?

## **#Paul Craig Roberts**

Je suis tout à fait d'accord avec cela. J'ajouterais simplement que, selon moi, cette remise à zéro doit intervenir le plus tôt possible. Parce que plus on attend, plus il est difficile de repartir sur de nouvelles bases. Les gens s'habituent à la manière dont la Russie se comporte, et ensuite, si l'on essaie de changer cela, il y a davantage d'opposition. J'espère donc que cette remise à zéro aura lieu bientôt. Sinon, la situation ne fait qu'empirer. Merci de m'avoir invité et d'avoir supporté tout le temps que j'ai pris. Merci beaucoup.

## **#Paul Craig Roberts**

Merci.